

Le Canada, un ou dix... Que se passe-t-il au Québec? **Canada, One Nation or Ten... Quebec, What's Happening?**

Gérard Rancourt

Volume 23, numéro 3, 1968

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/027925ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/027925ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Rancourt, G. (1968). Le Canada, un ou dix... Que se passe-t-il au Québec?
Relations industrielles / Industrial Relations, 23(3), 445–465.
<https://doi.org/10.7202/027925ar>

Résumé de l'article

Lorsque la Fédération des travailleurs de l'Ontario avait décidé d'étudier le problème de la crise constitutionnelle que traverse le Canada, elle avait souhaité entendre le point de vue, sinon du Québec, du moins d'un travailleur syndiqué du Québec.

Le Canada, un ou dix... que se passe-t-il au Québec ?

Gérard Rancourt

Lorsque la Fédération des travailleurs de l'Ontario avait décidé d'étudier le problème de la crise constitutionnelle que traverse le Canada, elle avait souhaité entendre le point de vue, sinon du Québec, du moins d'un travailleur syndiqué du Québec.

Loin de moi l'idée de vouloir minimiser la portée de votre initiative, mais je ne peux m'empêcher de vous dire, sans mettre précisément en cause la FTQ, qu'elle s'est trop longtemps fait attendre. Car, depuis que la Fédération des travailleurs du Québec, au tout début des travaux de la Commission Laurendeau-Dunton sur le bilinguisme et le biculturalisme, a demandé à cet organisme d'organiser des colloques entre syndicalistes de tout le pays, nous avons constamment attendu une semblable invitation de la part d'un organisme comme le vôtre. A la suite du Conseil du travail de Montréal, la FTQ a également demandé au Congrès du travail du Canada d'organiser une telle rencontre.

Si nous attachons autant d'importance à ces rencontres de travailleurs syndiqués, tenues en dehors des congrès statutaires où les problèmes de juridiction tiennent plus de place que ceux de l'avenir du pays, c'est que nous croyons que la classe ouvrière a un intérêt vital dans le maintien de ce marché commun minimum que constitue le Canada, et qu'elle est en outre en mesure de défaire comme de parfaire la Confédération. Les séparatistes du Québec ont compris, eux, que l'indépendance est impossible sans l'adhésion et la participation du mouvement syndical. Mais, le syndicalisme canadien ne semble pas avoir compris, lui, qu'il pouvait jouer un rôle déterminant dans l'évolution de la crise constitutionnelle.

Pour notre part, à la FTQ, nous croyons encore, naïvement peut-être, que les travailleurs du monde entier ont des intérêts communs qui ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux de la petite comme de la grande bourgeoisie. Nous continuons de croire qu'à l'intérieur du Canada, ils devraient pouvoir s'entendre entre eux, surtout à l'intérieur de leurs structures syndicales, et qu'ils n'ont pas à épouser les querelles de bourgeoisie nationales dont l'une, la canadienne-française,

RANCOURT, GÉRARD, vice-président
exécutif, Congrès du travail du Canada,
Ottawa.

cherche essentiellement à arracher des privilèges de classe à la bourgeoisie canadienne-anglaise et aux capitalistes américains installés au Québec.

Ceci dit, nous savons également qu'un grand nombre de travailleurs du Québec comme de l'Ontario ont accédé, par leurs luttes syndicales, au statut de membres de la classe moyenne, et qu'ils sont portés à s'identifier aux aspirations de leurs élites nationales, ce qui explique à la fois le nationalisme canadien et l'autonomisme du Québec. Du strict point de vue ouvrier, le nationalisme canadien-français ne se justifie pas plus que le nationalisme canadien, mais il arrive que les deux existent et que nous n'y pouvons rien.

Dans de pareilles circonstances, le mieux que nous puissions faire, c'est de trouver un équilibre satisfaisant entre l'expression des besoins primaires des travailleurs et celle de leurs aspirations culturelles, lesquels ne vont pas toujours dans le même sens. Nous devons nous appuyer sur l'unanimité autour de nos besoins communs pour trouver un terrain d'entente, un *modus vivendi*, à propos de nos aspirations. Grâce à notre travail, les travailleurs nord-américains ne sont plus uniquement motivés par leurs intérêts matériels; c'est ce qui explique la politique étrangère de l'AFL-CIO, l'anti-américanisme latent du syndicalisme canadien et le nationalisme, sinon le séparatisme, de syndicalistes du Québec.

Si les travailleurs canadiens obéissaient uniquement à l'impératif catégorique du *primo vivere*, il y a longtemps qu'ils auraient, en plus d'adhérer à des syndicats internationaux, fait basculer le pays dans l'annexion aux Etats-Unis. Et pourtant, ce que l'on observe, c'est outre une volonté de demeurer canadien en dépit des inconvénients de ce choix politique et culturel, une canadianisation progressive des structures syndicales, à l'intérieur plus souvent qu'à l'extérieur, du syndicalisme nord-américain.

Donc, si les travailleurs canadiens sont disposés à payer un certain prix pour ne pas être absorbés par les Etats-Unis, avec tout ce que cela comporterait d'avantages matériels incontestables, il ne faut pas s'étonner que les travailleurs canadiens-français, eux, soient également prêts à consentir certains sacrifices pour ne pas être assimilés au Canada anglais. Cependant, de même que les travailleurs anglophones ne vont pas jusqu'à l'expulsion des syndicats et des capitaux nord-américains pour affirmer leur identité nationale, de même les travailleurs francophones ne sont pas unanimes à adhérer à la CSN et moins encore à embrasser la cause séparatiste pour affirmer la leur. Cependant, ce serait faire fausse route, et se préparer des lendemains cruels que de s'imaginer que les travailleurs sont indifférents aux problèmes culturels et nationaux, donc, constitutionnels, comme notre syndicalisme canadien en donne un peu trop l'impression, à mon avis.

Si j'ai choisi de vous parler de ces problèmes culturels, nationaux et constitutionnels en termes de prix à payer, surtout pour les travailleurs, c'est pour vous dire que les Canadiens-français du Québec, y compris jusqu'à un certain point les travailleurs, ont l'impression qu'ils ont payé trop cher, jusqu'ici, le droit de conserver leur identité nationale au sein de la Confédération canadienne. Ils estiment l'avoir payé trop cher en termes d'infériorité économique, d'appauvrissement linguistique, de campagnes de revendication mesquine incessantes, de vexations de toutes sortes. Le choix qui s'offre actuellement à eux, c'est soit de verser un supplément pour vivre complètement séparés du reste du pays, soit de réduire la note en s'assimilant non pas au Canada anglais mais aux Etats-Unis, ce qui serait encore beaucoup plus profitable. Et, d'après un sondage publié par MacLean, les annexionnistes québécois sont plus nombreux que les séparatistes, mais il arrive que les premiers se recrutent surtout dans la classe populaire et moins instruite, alors que ces derniers se retrouvent le plus souvent parmi les gens instruits et influents, comme on peut facilement en juger par le ton de la presse, de la télévision et de la radio canadiennes-françaises.

A la FTQ, notre choix, depuis quelques années, se situe entre ces deux solutions désespérées. Nous avons à maintes reprises rejeté l'hypothèse séparatiste, parce qu'elle nous apparaît trop coûteuse pour les classes laborieuses, tellement coûteuse, en réalité, qu'elle aboutirait probablement à l'annexion, à plus ou moins brève échéance, aux Etats-Unis, auquel cas le Québec n'aurait plus, d'ici quelques dizaines d'années, que la valeur folklorique de la Louisiane. D'autre part, nous n'acceptons pas non plus la situation actuelle, dans laquelle nous avons l'impression de faire seuls les frais de la Confédération. Et comme nous avons de plus en plus conscience de constituer une pièce maîtresse dans le jeu qui vous permettra de faire échec vous-mêmes à l'annexion, ce que nous vous proposons, c'est de partager avec nous le coût de ce qui constitue la raison d'être et l'originalité du pays, c'est-à-dire son caractère bilingue et biculturel.

Evidemment, il ne saurait être question, du jour au lendemain, de faire de tous les Canadiens des bilingues capables de participer à deux cultures. C'est ce que redoutent souvent les Canadiens anglophones, dont la plupart, privés de l'éducation nécessaire, participent déjà très peu à leur propre culture. On n'est pas très empressé de se mettre à l'étude d'une langue seconde quand on ne possède même pas la formation de base requise pour pouvoir s'adapter aux changements technologiques. Les Canadiens-français comprennent d'autant mieux cette résistance des gens du peuple au bilinguisme, que c'est précisément là la condition qui leur a été faite, au détriment de leur propre culture, par les classes possédantes anglophones canadienne et américaine installées dans leur propre province. Nous n'avons pas l'intention d'exiger que les travailleurs adultes de tout le Canada soient bilingues au moment où nous-mêmes réclamons précisément le droit de pouvoir travailler dans notre langue au Québec.

Et pourtant, en même temps que nous exigeons de travailler en français au Québec, nous résistons également aux pressions de plus en plus fortes qui s'exercent dans le sens de l'unilinguisme officiel chez nous. Nous nous opposons à l'unilinguisme parce que nous désirons ménager l'avenir, lequel nous semble promis à une éducation toujours plus répandue et plus avancée pour la classe que nous représentons. Si les travailleurs canadiens-français sont actuellement bilingues, c'est simplement qu'ils ont été forcés de le devenir pour gagner leur vie. Si vous ne l'êtes pas, c'est que vous avez pu vous en passer pour vivre. C'est pourquoi nous n'en voulons aucunement aux travailleurs anglophones unilingues de n'avoir pas choisi de compromettre le peu de culture qu'ils avaient en participant sans préparation nécessaire à la nôtre. C'est pourquoi nous déplorons l'appauvrissement culturel qui est résulté pour nous de la nécessité économique de vivre assis entre deux cultures trop pauvres pour s'enrichir l'une l'autre. C'est également la raison pour laquelle nous reprochons d'une part à vos élites d'avoir boudé l'une des cultures les plus riches du monde, la nôtre, — ce qui constitue un fait apparemment unique au monde pour une classe instruite, — et à certaines de nos élites, d'autre part, de vouloir, par dépit et esprit de vengeance, nous interdire par l'unilinguisme l'accès à une autre des grandes cultures occidentales, la vôtre.

Autant nous comprenons votre peu d'empressement, à titre d'adultes, à devenir bilingues, autant nous ne comprendrions pas que vous refusiez de créer chez vous les conditions permettant à vos enfants, sûrement plus instruits et mieux cultivés que vous, d'être bilingues pour des considérations d'ordre culturel, tout comme nous le désirons nous-mêmes pour nos propres enfants. La vie a voulu que je ne sois pas bilingue pour les mêmes raisons que le Dr Eugène Forsey, mais il n'y a pas de raison pour que nos descendants à tous, au Canada, ne le soient pas à la manière de toutes les élites intellectuelles d'Europe et d'ailleurs, d'autant plus que c'est probablement là la condition même de la survie du pays. Si les Canadiens-anglais instruits devaient adopter l'espagnol ou l'allemand comme langue seconde, il y a bien des chances que les Canadiens-français se mettent au russe ou au chinois, et c'en serait alors fait du Canada.

Bien mieux qu'aux bombes et aux manifestations de rue, on reconnaît un séparatiste québécois, même inconscient, à son absence d'exigence à l'endroit des Canadiens de langue anglaise. Il ne vous demandera rien de peur de se voir accorder quelque chose qui montrera l'inanité de sa thèse. Et vous reconnaîtrez un fédéraliste canadien-français à sa détermination de modifier la situation actuelle, non pas dans le sens d'un isolement plus ou moins complet du Québec, mais par ses nombreuses exigences à l'endroit du Canada anglais. Et comme je suis un fédéraliste convaincu, je ne me gênerai pas pour vous dire à quelles conditions, à mon avis, pourra se poursuivre l'expérience canadienne. C'est vous, alors qui déciderez si vous êtes des fédéralistes ou des séparatistes.

D'abord, puisque nous sommes ici en Ontario et que je m'adresse à des travailleurs ontariens, je vous dirai qu'inévitablement il finira par s'établir, entre nos provinces respectives, des conditions identiques dans le sort fait à nos minorités linguistiques. Pour les séparatistes, le Québec doit en gros traiter sa minorité anglophone comme l'Ontario et les autres provinces traitent leur minorité francophone. Je vous ai dit pourquoi je ne partage pas cette façon de voir, qui me semble beaucoup plus inspirée par la loi du talion que par les exigences du progrès humain. Mais, pour un fédéraliste comme moi, c'est l'Ontario et les autres provinces, — mais l'Ontario surtout, — qui doit en venir progressivement, mais rapidement, à accorder à la minorité francophone le traitement accordé à notre minorité de langue anglaise.

Remarquez que, ce disant, je ne viens pas ici en quémandeur, que je ne vous demande rien. Je suis plutôt venu vous offrir quelque chose, la possibilité de conserver un pays qui sera biculturel ou qui ne sera pas.

Vous attendez de moi que je vous dise ce qui se passe au Québec. Ce qui se passe au Québec, c'est que l'idée séparatiste, sous des formes beaucoup plus subtiles que la sécession, fait son chemin dans les esprits, et que cette tendance deviendra un jour irréversible si le reste du pays ne bouge pas dans le sens que je vous ai proposé. Il ne s'agit pas, du moins dans mon esprit, de vengeance, de représailles, ni d'une utilisation de notre minorité anglophone comme otage en vue d'obtenir le même traitement à votre minorité francophone. De fait, les Québécois de langue française sont de plus en plus portés à renier les minorités linguistiques des autres provinces, à ridiculiser leurs luttes héroïques pour échapper à l'assimilation, à oublier ces groupes malmenés par l'histoire comme on cherche à oublier des enfants arriérés placés en institution. Ils sont de plus en plus enclins à donner raison à vos gouvernements, à considérer le bilinguisme comme une utopie coûteuse, à se désintéresser du reste du pays, minorités francophones comprises, à se replier sur eux-mêmes et à vous abandonner tout ce qui n'est pas le Québec. Alors que vous vous demandez encore de bonne foi ce qui ne va pas chez votre conjoint, celui-ci commence à accepter de manière fataliste sinon le divorce, du moins la chambre à part.

Si je vous dis que, pour sauver la Confédération, l'Ontario doit devenir immédiatement une province officiellement bilingue et, progressivement, un territoire biculturel, il y a des fédéralistes québécois réalistes qui, à mon retour chez moi, vont me traiter d'idéaliste impénitent et de rêveur irrécupérable. Ils vont dire qu'au contraire, je risque, par de telles exigences, de donner le coup de grâce à « la vieille », la Constitution, et de faire de vous des séparatistes. Selon eux, le mieux que l'on puisse espérer, c'est de construire un Québec fort et français qui conserverait sa carte de membre de la Confédération à seule fin de maintenir ici un minimum de marché commun réduit à un rôle de cercle d'hommes d'affaires. Alors, je vous laisse à imaginer ce que vont

penser de moi les séparatistes de toutes nuances, pour qui tendre une perche aux Anglais afin de les empêcher de sombrer dans le naufrage de la Confédération, c'est commettre un crime de haute trahison.

Et pourtant, moi, je persiste à vous dire que pour que les Québécois recommencent à s'intéresser au Canada comme étant leur pays, il faut qu'il s'y passe quelque chose qui leur fasse sentir que ce pays leur appartient. Vous ne comprenez pas toujours l'attitude officielle du Québec à l'endroit d'Ottawa: retrait des programmes à frais partagés, récupération des champs de taxation, revendication de pouvoirs transférés à l'Etat fédéral par voie d'amendements constitutionnels, désir d'assumer une personnalité internationale dans les domaines de la culture et du travail, etc. Vous avez l'impression que le Québec est en train de se retirer de la Confédération, et c'est vrai, dans les esprits sinon dans les faits. Car, si le pays peut s'accommoder d'un partage plus rigoureux des juridictions, et même de l'octroi de plus grands pouvoirs constitutionnels aux provinces, il ne peut survivre longtemps à la désaffection psychologique des Québécois à l'endroit du gouvernement central et des autres provinces.

C'est pourquoi il ne sert à rien de reprocher à Ottawa sa faiblesse devant les exigences du Québec, de lui demander d'adopter une attitude plus ferme et de mettre fin à ses concessions. Il importe assez peu que le Québec administre son régime d'assurance-santé, ses allocations familiales et ses pensions de vieillesse; ce qui serait beaucoup plus grave, c'est qu'il refuse de participer à l'élaboration et à la réalisation d'un plan économique, qu'il refuse d'y intégrer sa propre politique économique et les diverses autres mesures relevant de sa compétence. Et ce qui serait tragique, c'est que le Québec fasse à ce point bande à part qu'il ne se préoccupe même plus de voir à harmoniser les politiques du pays aux siennes en s'abstenant, aux Communes, de se prononcer sur les programmes à frais partagés sous prétexte qu'il n'y participe pas. Or, au train où vont les choses, il y a risque que le Québec, non seulement administre ses propres affaires, mais qu'il le fasse à l'encontre du reste du pays par un souci exacerbé d'assumer l'exclusivité de l'identité canadienne-française et de l'affirmer dans les moindres détails.

Si le pays est en train de se défaire dans les esprits, alors c'est dans les esprits également qu'il faut entreprendre de le refaire avant qu'il ne soit trop tard. Et pour que la Confédération redevienne chez les Canadiens-français autre chose qu'un marché commun économique, il faut leur donner, ou leur redonner, le sentiment, et le sentiment réel, que le pays leur appartient au même titre qu'aux Canadiens-anglais.

Pour cela, il s'impose que les Canadiens-français puissent avoir une vie française, non seulement au Québec où ils en font leur affaire, mais surtout au Canada où ils sont assez nombreux, comme dans certaines régions de l'Ontario et à Toronto même, pour avoir une vie collective épanouie qui ne soit plus le fait d'un héroïsme quotidien.

Et si l'on veut que cela soit, il faut qu'ils puissent jouir sur le plan de l'enseignement d'un régime égal à celui qui est accordé aux anglophones du Québec, que l'Etat mette à leur disposition une radio et une télévision qui leur parlent leur langue, que votre Parlement et vos tribunaux les entendent dans leur langue, que vos enfants et vos petits-enfants puissent communiquer avec les leurs en français, dans des rapports fraternels où les préoccupations culturelles auront pris le pas sur les considérations purement économiques.

Et surtout, ne venez pas me dire qu'à titre de travailleurs, vous ne pouvez rien à la situation, que votre parti politique n'est pas au pouvoir, que s'il n'en tenait qu'à vous l'Ontario serait d'ores et déjà aussi bilingue que le Québec. Je vous croirai quand la Fédération des travailleurs de l'Ontario, qui vous appartient en propre et en exclusivité, sera aussi bilingue que la Fédération des travailleurs du Québec. Et cela, ça peut commencer demain.

Evidemment, vous allez probablement me rétorquer que tout cela est bien inutile, qu'il serait stupide de dépenser des sommes considérables d'argent pour avoir des congrès et des publications bilingues, puisque les travailleurs ontariens de langue française comprennent et parlent l'anglais, que de toute façon ils ne vous ont jamais demandé un tel service.

— A cela, je répondrai qu'à la FTQ, qui est beaucoup moins bien pourvue financièrement que la FTQ, nous les consentons, ces sacrifices financiers, sur l'autel du respect des droits de l'homme. Si nous conduisions nos affaires syndicales exclusivement en français, nous pourrions, nous aussi, dire que les travailleurs anglophones du Québec sont bilingues, car, par la voie d'une sélection naturelle non démocratique, c'est de ceux-ci seulement que nous obtiendrions la participation à nos congrès et autres délibérations. Ceux d'entre vous qui avez eu l'occasion d'assister à nos congrès, savez qu'à certains moments, pas plus d'une vingtaine de délégués se prévalent de l'interprétation simultanée que nous leur assurons à prix d'or. Si nous prenions prétexte du peu d'utilité de ce service pour le supprimer, nos délibérations n'en souffriraient pas longtemps car nos affiliés auraient tôt fait de n'y déléguer que des travailleurs bilingues ou unilingues français, comme cela se fait à l'inverse chez vous. Nous aurions créé ainsi deux classes de syndicalistes québécois, ceux qui peuvent participer à la vie syndicale, d'une part, et ceux qui en sont les spectateurs muets, d'autre part.

On ne respecte pas un principe en raison du nombre de personnes qui s'en réclament, car alors on ne respecte plus que la force du nombre, ce qui s'apparente beaucoup plus à la peur qu'à quoi que ce soit de plus noble. De toute façon, à la FTQ, c'est le principe du bilinguisme et du biculturalisme que nous respectons. Et nous le respecterons aussi longtemps que nos membres de langue française nous permettront de le faire, c'est-à-dire aussi longtemps qu'ils conserveront la foi dans leur

pays et l'espoir qu'un jour leurs congénères linguistiques pourront bénéficier en dehors du Québec des mêmes droits qui sont reconnus à la minorité anglophone de notre province. Mais, n'oubliez pas que les travailleurs du Québec, ceux de la CSN comme ceux de la FTQ, sont probablement le dernier rempart du fédéralisme dans notre province, et que le jour où, à l'encontre de leurs intérêts strictement matériels, ils basculeront à leur tour dans le séparatisme, c'en sera fait de la Confédération canadienne.

C'est pourquoi, à l'encontre de nos propres séparatistes inconscients du mouvement syndical, qui n'attendent plus de vous qu'une chose: que vous leur fachiez la paix comme ils vous la fichent à vous, moi, j'attache une grande importance à l'apport que peut et doit constituer la solidarité ouvrière dans l'édification d'un véritable fédéralisme canadien. Je pense que si les travailleurs québécois de langue française n'ont pas intérêt à faire leur le désir de leurs élites nationales de supplanter les vôtres au sommet de notre hiérarchie sociale, vous n'avez pas intérêt, vous non plus, à vous solidariser avec vos élites nationales dans leur tentative de s'accrocher à des privilèges dont vous n'avez à peu près pas profité. Cependant, ce n'est pas tout de dire que les travailleurs sont unis par leur communauté d'intérêts, il faut encore reconnaître leur diversité culturelle, l'accepter comme une possibilité d'enrichissement humain plutôt que comme un obstacle à l'unité, et s'assurer que cette diversité est garantie par l'égalité des droits et des chances d'épanouissement.

En somme, ce que je vous propose, de travailleur à travailleurs, c'est ni plus ni moins qu'un accord de réciprocité entre la FTO et à la FTQ aux termes duquel nos deux centrales syndicales s'engageraient à reconnaître à leurs minorités linguistiques respectives les mêmes droits, à leur accorder les mêmes services. Et vous pouvez être assurés que je me battraï à mort, en négociation, pour obtenir à vos membres de langue française les avantages dont jouissent nos membres de langue anglaise. Et vous pouvez compter que je ne lâcherai aucun des droits acquis de nos membres, car c'est là une chose que ne peut se permettre un véritable syndicaliste. Et que la FTO ne vienne pas invoquer l'argument patronal de l'incapacité de payer, ou alors je lui fous une ligne de piquetage avec des pancartes libellées « Unfair To Labour ».

Blague à part, je pense sérieusement que nous devrions, à l'intérieur de notre mouvement syndical, réaliser un type de fédéralisme qui pourrait servir de modèle à notre pays. Nous ne sommes liés, à cet égard, par aucune constitution, et nous n'avons besoin, pour modifier la situation, ni de l'approbation de Londres, ni de la formule Fulton-Favreau. Nous pouvons reprendre à notre échelle l'oeuvre des Pères de la Confédération, dans un esprit de 1966 — ou 1967 — qui tienne compte des réalités nouvelles, de l'expérience acquise au cours d'un siècle, et de notre attachement traditionnel à la cause des droits de l'homme.

Aujourd'hui, notre mouvement reflète à ce point les imperfections et les misères de la Confédération, il est tellement à la remorque de ce pacte conclu en 1867 entre représentants de la grande bourgeoisie, au moment où les travailleurs n'existaient pas comme classe organisée, qu'il est lui-même menacé d'être disloqué et emporté par la crise constitutionnelle. Au mieux, s'il survit intact à la crise, nos membres auront investi une somme considérable d'énergies dans une lutte entre bourgeoisies nationales, sur un terrain choisi par elles et où la poussière du combat a pour effet de les aveugler sur leurs intérêts véritables et sur leur condition d'exploités des deux langues.

En effet, la situation du syndicalisme au Canada n'est pas sans analogies avec la situation constitutionnelle. Nous avons au Québec la Confédération des syndicats nationaux, qui est en quelque sorte la préfiguration syndicale de l'Etat séparé. Le MacLean français a pu évoquer, à propos des relations entre la FTQ et le Congrès du travail du Canada, la thèse des Etats associés du syndicalisme, qui est une forme de séparatisme mitigé à l'usage des pacifistes. Le CTC est, à l'image du gouvernement central, superficiellement bilingue, mais non véritablement biculturel. Toutes les Fédérations provinciales, à l'exception de celle du Québec, sont unilingues et uniculturelles. La FTQ a, avec le CTC, des relations aussi laborieuses et aussi frustrantes que celles du Québec avec Ottawa, ce qui fait la joie de la CSN, dans le premier cas, comme des séparatistes, dans le second cas, et ce qui nous amène, comme la belle province, à aspirer au statut particulier. Des représentants de la CSN exploitent nos problèmes et la vague nationaliste à des fins d'expansion syndicale, alors que les séparatistes voient dans cette centrale le cheval de Troie qui leur permettra de s'emparer de la classe ouvrière, une fois qu'ils auront réussi, avec l'aide aussi inconsciente qu'efficace de leurs ennemis du CTC, à se débarrasser de la FTQ.

Vous voyez pourquoi j'ai choisi d'aborder le problème constitutionnel canadien par le biais du syndicalisme, lequel, à mon avis, tient en main la solution de la crise canadienne, tout comme il peut, en s'abstenant de l'appliquer, en précipiter l'issue en livrant la classe ouvrière québécoise au séparatisme dans un autobus nommé CSN. Car si nous, qui avons essentiellement les mêmes intérêts, ne sommes pas résolus à tout mettre en oeuvre pour maintenir l'unité qui fait notre force et constitue notre raison d'être, comment pouvons-nous raisonnablement nous attendre à mieux de la part de tous ceux-là, qui se font une concurrence féroce à la poursuite de marchés, de profits, de votes, et qui, de toute façon, s'entendent tacitement sur l'avantage qu'il y a pour eux à diviser pour régner ?

Je pense qu'il reste encore possible que les travailleurs canadiens s'entendent avec ceux du Québec pour mettre au point un « new deal » qui soit pour tous un « fair deal ». Cependant, le temps presse. Jusqu'ici, le syndicalisme québécois résiste au chant des sirènes séparatistes.

La FTQ, la CSN et l'Union catholique des cultivateurs sont encore en mesure d'opposer un front commun à la thèse de l'indépendance du Québec, mais leur opposition ne va pas sans certains tiraillements en leur sein, à l'exception peut-être de l'UCC, dont les membres semblent beaucoup plus préoccupés par leurs problèmes d'ordre matériel que les travailleurs industriels. Pour sa part, la CSN utilise fréquemment le nationalisme à des fins de recrutement syndical, et risque ainsi de se retrouver bientôt à la remorque de la clientèle nouvelle qu'elle se fait parmi les cadres, les gens de profession libérale, les travailleurs intellectuels, les fonctionnaires, etc., tous plus ou moins représentants d'une petite-bourgeoisie pour qui les valeurs culturelles sont intimement liées à la promotion économique et sociale. En outre, les étudiants ont créé une centrale syndicale, l'Union générale des étudiants du Québec, qui a rompu tout lien avec le mouvement étudiant canadien, qui a une politique officielle d'unilinguisme et de fortes tendances séparatistes.

La grande bourgeoisie d'affaires, qui a partie liée avec votre propre patronat anglophone, paraît acquise à une évolution constitutionnelle sauvegardant l'essentiel du fédéralisme, comme en témoigne l'ouvrage fait en collaboration par son porte-parole officieux, monsieur Marcel Faribault, et par monsieur Robert Fowler.

Quant à la petite bourgeoisie des affaires comme des intellectuels, elle semble avoir un penchant pour le séparatisme, sinon comme solution ultime de la crise constitutionnelle, du moins comme moyen de pression à utiliser pour améliorer son niveau de vie et son statut social. Elle tend à répéter à l'inverse l'expérience anglo-saxonne des « family compacts » et des sociétés secrètes de promotion professionnelle. Elle vise en définitive à supplanter les privilégiés anglophones en utilisant les leviers du nationalisme, de la menace séparatiste, de l'achat-chez-nous et du protectionnisme ethnique. Elle a déjà commencé à monnayer l'éveil nationaliste du Québec, dont elle partage les bénéfices avec les journalistes, les gens de la radio et de la télévision.

Sur le plan politique, vous avez d'abord le gouvernement Lesage, dont vous savez peut-être que la solidarité ministérielle n'est pas son fort. C'est une équipe ministérielle qui occupe à peu près tout le champs des options constitutionnelles, allant du « séparatisme-si-nécessaire » de René Lévesque au fédéralisme routinier de Bona Arsénault qui vous sont probablement inconnus, en passant par les acrobaties spectaculaires de Jean Lesage.

En face, vous avez une opposition exclusivement opportuniste qui, après avoir cherché longtemps le peu de terrain qui lui restait à occuper, a choisi de doubler prudemment le nationaliste René Lévesque et de profiter à fond des hésitations constitutionnelles du gouvernement Lesage.

Enfin, pour la première fois, l'un des mouvements séparatistes, le Rassemblement pour l'indépendance nationale, a décidé de participer

aux prochaines élections provinciales, prévues pour 1966, et il a commencé à choisir ses candidats. Les séparatistes escomptent au mieux une victoire morale qui leur donnerait un deuxième souffle, tandis que certains fédéralistes convaincus redoutent un blanchissage qui donnerait au reste du pays l'impression que le malaise constitutionnel est disparu avec son symptôme le plus voyant.

C'est dans cette atmosphère peu propice à la réflexion et à la discussion sur les problèmes socio-économiques, que le Québec s'apprête à décider son orientation pour les quatre ou cinq prochaines années. Il est à craindre que la surenchère électorale sur l'attitude à prendre à l'endroit d'Ottawa provoque un durcissement accru des propositions constitutionnelles du Québec et ait pour conséquence de reléguer au second plan les questions qui intéressent vitalement les classes laborieuses que nous représentons. Voilà pourquoi la FTQ se propose de convoquer incesamment une conférence des corps intermédiaires de notre province, CSN, UCC, UGEQ, Corporation des instituteurs catholiques, etc. afin que nous puissions élaborer en commun un programme de réformes économiques et sociales que nous tenterons d'imposer à l'attention publique et aux hommes politiques en dehors du débat constitutionnel.

Cependant, il n'est même pas assuré que nous puissions mener à bien cette entreprise au profit des classes laborieuses et des économiquement faibles du Québec. Comme je vous l'ai indiqué, le syndicalisme québécois lui-même se détourne de plus en plus de sa vocation première de défenseur des exploités, pour épouser la cause d'une petite bourgeoisie en mal de promotion individuelle. Nous en sommes arrivés au point où il faut que quelque chose se passe hors du Québec, en Ontario par exemple, ou à Ottawa, pour que cesse chez nous l'escalade nationaliste, pour qu'au budget de nos énergies limitées, on fasse passer le beurre de la satisfaction des besoins humains avant les canons de la guerre constitutionnelle.

Voilà le message que je voulais vous laisser à titre de syndicaliste s'adressant à des syndicalistes. Si vous ne voulez pas vous voir un jour opposés à vos compagnons de travail québécois, vous devez assumer votre part de responsabilité dans le dénouement de la crise constitutionnelle. Et vous devez commencer à le faire, comme il se doit, à l'intérieur de nos structures syndicales communes.

Cependant, je ne voudrais pas quitter la tribune que vous m'avez généreusement offerte, sans vous faire deux observations qui, je l'espère, seront prises en bonne part.

D'abord, je ne suis pas d'accord avec le titre que vous avez donné à cette discussion-panel: « Canada, One Nation or Ten... » Je ne reprendrai pas ici le débat sémantique sur les définitions française et anglaise du mot « nation ». Mais, je vous dirai que nous, nous employons

ce terme dans le sens que vous donnez au mot « race » quand vous parlez des « two founding races », et que nous le préférons au mot race, que nous voulons appliquer seulement à la race humaine. Ceci dit, nous ne croyons pas, du moins à la FTQ, que chaque nation, au sens où nous l'entendons, doit avoir son propre État national nanti de tous les attributs de la souveraineté nationale. C'est pourquoi nous estimons qu'il n'y a, au Canada, que deux nations reconnues par la constitution, et onze États, dont un État central et dix États provinciaux qui constituent la Confédération.

"CANADA, ONE NATION OR TEN... QUEBEC, WHAT'S HAPPENING?"

Far be it from me to minimize the initiative you have taken, but I cannot help telling you, without making the Ontario Federation of Labour a specific target, that Labour allowed itself to wait far too long. For, ever since the Quebec Federation of Labour, at the very outset of the work by the Laurendeau-Dunton Commission on Bilingualism and Biculturalism, asked this body to organize conferences between trade unionists throughout the country, we have continued to await such an invitation from an organization such as yours. Following up on the efforts of the Montreal Labour Council, the QFL also called upon the Canadian Labour Congress to organize such a meeting.

If we attach so much importance to such meetings of unionized workers outside of statutory conventions where jurisdictional problems occupy a higher place than those concerning the future of the country, it is because we believe that the working class has a vital interest in the maintenance of this minimum common market which is Canada, and that it is in a position to unmake as well as remake confederation.

The Quebec separatists have for their part realized that independence is impossible without the support and the participation of the trade union movement. But Canadian trade unionism doesn't seem to have realized that it could play a determining role in the evolution of the constitutional crisis.

As to us at the QLF we still believe, perhaps naively, that workers throughout the world have common interests which are not necessarily the same as those of the little and the grand bourgeoisie. We continue to believe that within Canada they should be able to understand one another, and this particularly within their union structures, and that they should not espouse the quarrels of national bourgeoisies, one of which, the French-Canadian, is essentially seeking to snatch class

Cet article est une reproduction d'un discours prononcé par monsieur Gérard Rancourt à la conférence provinciale de l'éducation à Niagara Falls, Ontario, le 12 février 1966.

privileges from the English-Canadian bourgeoisie and American capitalists making business in Quebec. This having been said, we know too that a considerable number of Quebec as well as Ontario workers climbed, through their labour struggles, to a middle class social status, and that they tend to identify themselves to the aspirations of their national elites; this explains Canadian nationalism as well as Quebec autonomism. From a strictly labour viewpoint, French Canadian nationalism is no more justified than Canadian nationalism, but it happens that both exist and that these is nothing we can do about it.

Under the circumstances, the best we can do is to seek out a satisfactory balance between the expression of the worker's primary needs and that of their cultural aspirations, which do not always point in the same direction. We must lean on the unanimity around our common needs to find grounds for agreement, for a *modus vivendi* where our aspirations are concerned. Thanks to our efforts, North American workers are no longer motivated by their material interests alone. This explains to foreign policy of the AFL-CIO, the latent anti-Americanism of Canadian organized labour and the nationalism, if not separatism, of Quebec trade unionists.

If Canadian workers heeded only the categoric imperative of *primo vivere*, they would only have long since not only joined international unions, but pushed Canada over into annexation by the United States. Yet what we see, apart from the will to remain Canadian despite the shortcomings of this political and cultural choice, is a progressive Canadianization — more often within than outside — of North American trade unionism.

Therefore if Canadian workers are disposed to pay a certain price for not being absorbed by the United States, taking into account all the undeniable material benefits that this would involve, there must be no astonishment that French Canadian workers are also ready to make certain sacrifices to avert assimilation by English Canada. However, just as English speaking workers don't go as far as ousting North American unions and capital to assert their national identity, so are French Canadian workers not unanimous about joining the CNTU, and even less so about embracing separatism to assert theirs. We would nevertheless be on the wrong track and preparing some cruel tomorrows if we imagined that the workers are indifferent to cultural and national, to constitutional, problems — an impression which, in my view, our Canadian trade unionism has been giving a bit too much.

If I chose to speak to you about these cultural, national and constitutional problems in terms of prices to be paid, especially by the workers, it was to point out to you that Quebec French Canadians, including workers to a certain extent, have a notion that they have paid too dearly up to now for the right to maintain their national identity within Canadian Confederation. They believe they have paid too dearly in terms of economic inferiority, language impoverishment, ceaseless campaigns of niggardly demands, and vexations of every kind. The choice that confronts them now is either to pay a premium for living completely separate from the rest of the country, or cutting the price by letting themselves be assimilated by the U.S. instead of English Canada, a much more inviting course in terms of

hard profit. And, according to a poll conducted by Maclean's, the Quebec annexationists are more numerous than the separatists. However, it happens that annexationists are recruited especially from the popular, less-educated class whereas the separatists are more frequently found among the educated and influential, as may readily be judged by the tone of the French Canadian press, television and radio.

At the QFL our choice has, for some years now, been in between those two desperate solutions. Time and again we have rejected the separatist theory. We regard it as far too costly to the working classes; so costly in fact that it would end up sooner or later in annexation to the United States. In that event, the several subsequent decades would see Quebec left with nothing more than some Louisiana-style folklore merit.

But on the other hand, neither do we accept the present state of affairs, in which we have the impression that we alone are footing the **Confederation bill**. And since we are increasingly aware of being a key factor in your own gambit to thwart annexation, what we propose to you is that you share with us the cost of the very *raison d'être* and the originality of this land — its bilingual and bicultural character.

Obviously there can be no question of the overnight transformation of all Canadians into bilinguals and participants in two cultures. This is the frequent dread of anglophone Canadians, most of whom, deprived of the necessary education, already participate very little in their own culture. There is no great haste to tackle a second language when one doesn't even have the basic education to be able to adapt to technological changes. French Canadians are even more knowledgeable about this resistance to bilingualism. For this was precisely the condition laid down, to the detriment of French Canadian culture, by Canadian anglophone and American people of property who established in their province. We have no intention of requiring that adult workers throughout Canada be bilingual at a time when we ourselves are demanding the right to work in our own language in Quebec.

Yet while we insist on working in French in Quebec, we resist at the same time the increasing pressure being exerted for official unilingualism in our province. We are opposed to unilingualism because we want to make room for the future, which seems to us to promise an ever-broadening and more advanced education for the class we represent.

If French Canadian workers are bilingual now, it is simply because they were forced into it to earn their living. If you aren't, it's because you've been able to get along without it. That is why we have nothing against English unilingual workers who decided against compromising the small amount of culture they had by participating in ours without the necessary preparation. That is why we deplore the cultural impoverishment that resulted for us from the economic necessity of living seated between two cultures which were too poor for the one to gain enrichment from the other. This is also the reason why on the one hand we reproach your elite for shying away from one of the richest cultures in the world, ours — and this

is apparently a unique world fact for an educated class — and why on the other hand we reproach certain of our own elite for trying, in spite and vengeance to bar us through unilingualism from access to another of the great western cultures, yours.

Just as we understand your own lack of eagerness, as adults, to become bilingual, so would we fail to understand failure on your part to create for your children, surely more educated and cultivated than you are, the conditions permitting them to become bilingual for cultural reasons; just what we ourselves desire for our own children. Life has made it so that the reason for my being bilingual is not the same as Dr. Eugene Forsey's for being so. But that is no reason why the descendants of all of us in Canada shouldn't be bilingual, in the same manner as all the intellectual elite of Europe and elsewhere. This is especially true when bilingualism is probably the very condition of the country's survival.

If educated English Canadians were to adopt Spanish or German as a second language, French Canadians might well turn to Russian or Chinese, and that would be it for Canada.

A Quebec separatist, even of the subconscious kind, is not as readily identified by bombs and street demonstrations as he is by his total absence of demands on English language Canadians. He will ask you for nothing lest he be given something that will point up the folly of his thesis. And you can identify a French Canadian federalist by his determination to change the existing situation, not by way of more or less complete Quebec isolation, but by his numerous demands on English Canada. And since I am a confirmed federalist I shall not mince words about telling you under what conditions, in my opinion, the Canadian experience will be able to continue. Then it will be up to you to decide whether you are federalists or separatists.

To begin with, since we are here in Ontario and I am speaking to Ontario workers, I shall say that inevitably there will be, as regards our respective provinces, identical conditions for our linguistic minorities. As far as the separatists are concerned, Quebec must treat its anglophone minority in largely the same way as Ontario and the other provinces treat their francophone minorities. I have told you why I do not share that view, which seems to me to be inspired much more by the law of retaliation than by the requirements of human progress. But for a federalist like myself it is Ontario and the other provinces — but especially Ontario — which must move progressively and rapidly to granting the French minority the same treatment as we grant our English minority.

Now mark you, my words do not mean that I am here as a beggar. I'm not asking you for anything. Rather I am here to offer you something — the opportunity to conserve a country that is going to be bicultural or that isn't going to be at all.

You would like me to tell you what is happening in Quebec. What is happening in Quebec is that the separatist idea, in forms much more subtle than secession, is working its way into minds. It is a tendency for which, some day, there will be no turning back unless the rest of the country moves in the direction that I have

suggested to you. It isn't, at least to my mind, a matter of vengeance, of reprisal, or of using our anglophone minority as a hostage to secure equal treatment for your francophone minority. In fact, French language Quebecers are becoming more and more inclined to disown the linguistic minorities of the other provinces; to ridicule their heroic efforts to escape assimilation, to forget these groups maltreated by history just as one tries to forget about retarded children placed in an institution. More and more they are tending towards giving up to your governments, towards regarding bilingualism as a costly Utopia, towards disinterest in the rest of the country — French minorities included — towards turning inwards to one another and abandoning to you everything that is not Québec. While you continue to wonder, all in good faith, what is wrong with your mate, the mate is beginning to fatalistically accept divorce... or at least separate rooms.

If I tell you that in order to save Confederation, Ontario must immediately become an official bilingual province and, progressively, a bicultural territory, there are realistic Quebec federalists who, on my return home, will call me an impenitent idealist and a hopeless dreamer. They will tell me that by calling for such things I am, on the contrary, risking a death blow to « the old lady » — the Constitution — and turning you into separatists. The way they see it, the best we can hope for is to build a Quebec both strong and French which will keep its Confederation membership card for the sole purpose of maintaining here a minimum of a common market that has been reduced to the status of a businessmen's club. I leave it to you, then, to imagine what thoughts are reserved for me by the separatists of all hues, to whom any helping hand offered the English to prevent them from wrecking Confederation is tant-amount to the crime of high treason.

And yet for my part I persist in telling you that in order to make Quebecers start interesting themselves anew in Canada as being their country, something has to happen to make them feel that this country is theirs. You do not always understand Quebec's official attitude towards Ottawa: opting out of cost-sharing programs, the recuperation of taxation fields, demands for powers which have been transferred to the federal State by way of constitutional amendment, the desire to assume an international personality in the cultural and labour fields, and so on.

You feel that Quebec is pulling out of Confederation, and indeed this is true in spirits if not in facts. For if the country can adapt itself to a more rigorous division of jurisdictions, and even granting greater constitutional powers to the provinces, it cannot long survive the psychological disaffection of Quebecers towards the central government and the other provinces.

Hence there is no point in scolding Ottawa for its weakness in the face of Quebec demands, in demanding that it take a firmer stand and stop making concessions. It matters rather little that Quebec manages its own health insurance, its family allowances and its old age pensions; of far greater seriousness would be its refusal to take part in the drafting and realization of an economic plan, its refusal to integrate therein its own economic policy and the various other measures within its jurisdiction. And it would be tragic if Quebec at this point were to stand aside, to be heedless of harmonizing the countries policies to its own; of abstaining in the Commons from pronouncing itself on cost-sharing programs on grounds that it is a non-participant. The way things are going now, there is danger

that Quebec not only will turn to managing its own affairs but will do so in a contrary manner to the rest of the country out of a bitter desire to assume the exclusivity of the French Canadian identity, and to do it right down to the last detail.

If the country is coming apart in our minds, then in those minds must there be an undertaking to secure it together again before it is too late. And if Confederation is to be restored to French Canadians as anything more than an economic common market, then they must be given, or re-given, that sentiment, that real feeling that the country belongs to them by the same token as it belongs to English Canadians.

If this is to be so, the French Canadians must have a French life, not only in Quebec where they are making it their business to have it, but everywhere in Canada where they are numerous enough — such as in certain areas of Ontario and even in Toronto itself — to achieve a flourishing collective life that is no longer the outcome of day-by-day heroism. In order to achieve this, these French Canadians must also have an education system equal to that accorded to the English in Quebec. The State must provide them with radio and television that speaks their language. And your Parliament and your courts are going to have to hear them in their own language; your children and grandchildren must be able to communicate with theirs in French in a fraternal association where cultural preoccupations will have stepped ahead of purely economic considerations.

And above all, please don't try to tell me that as workers you can't do anything about the situation; that your political party doesn't happen to be in power; that if you had your own way Ontario by now would be just as bilingual as Quebec. I shall believe you when the Ontario Federation of Labour, which is your own exclusive property, is just as bilingual as the Quebec Federation of Labour. And that is something you could start working on right away tomorrow.

Now you probably will answer me that all this is quite useless; that it would be idiotic to spend considerable sums of money to have bilingual conventions and bilingual publications since French language Ontario workers understand and speak English — and that at all events they have never asked for such a service.

Then it will be my turn to reply that at the QFL, which isn't nearly as well heeled as the OFL, we agree to these financial sacrifices at the altar of respect for human rights. If we ran our business exclusively in French we too could say that the anglophone workers of Quebec are bilingual, for by way of a natural, but non-democratic selection, we would obtain the participation of these only in our conventions and deliberations. Those among you who have had occasion to attend our conventions are aware that at times no more than a score of delegates turn to the simultaneous translation that we provide at fancy prices. If we were to eliminate this service on the pretext that little use is made of it, our deliberations wouldn't suffer very long because our affiliates would delegate only bilingual or unilingual French workers — as you do in reverse here. In this way we would create two classes of Quebec trade unionists: those able to take part on the trade union life, and the others watching mutely from the sidelines.

A principle isn't respected because of the number of people who invoke it, for in that case we are respecting the force of numbers only — and this is much more akin to fear than to anything particularly noble.

Be that as it may, at the QFL it is the principal of bilingualism and biculturalism that we respect. And we shall continue to respect it as long as our French language members allow us to do so; that is as long as they conserve faith in their country and the hope that one day their fellow French Canadians outside Quebec will enjoy the same rights as those recognized for the anglophone minority of our province. But do not forget that the Quebec workers, those of the CNTU as well as of the QFL, are probably the last rampart of federalism in our province. If the day should come when they run against the tide of strictly material interests and topple into separatism, it would put the finish to Canadian Condeferation.

That is why, running counter to our own unwitting separatists in the trade union movement, who wait but one thing from you — lay off us and we'll lay off you — I personally attach great importance to the contribution that can and must constitute labour solidarity in the building of a true Canadian federalism. I think that if the French Canadian workers of Quebec have no interest in sharing the desire of their national elite to replace yours at the summit of our social hierarchy, then neither do you have any interest in banding together with your own national elite in their bid to keep to class privileges that have brought you little or no benefit. However, it isn't enough to say that the workers are united by community of interests. There must be acceptance of their cultural diversity; it must be accepted as an opportunity for human enrichment rather than an obstacle to unity. There must be assurance that this diversity is safeguarded by equality of rights and opportunity to develop.

In a word, what I propose to you as a working man addressing working men is no more and no less than a reciprocal agreement between the OFL and the QFL by which our two union centrals undertake to acknowledge the same rights for their linguistic minorities; to provide them with the same services. And you may rest assured that I shall fight to the death in negotiation to obtain for your French language members the benefits that our English language members enjoy. You may also be certain that I shall abandon not a single one of our members' acquired rights, for that is something that a real trade union cannot afford to do. And let not the OFL invoke the management argument about inability to pay, or I shall rush a picket line at it with placards screeching « Unfair to Labour ».

But all joking aside, I seriously believe that we should, within our trade union movement, go after a type of federalism that could serve as a model to our country. We are bound by no constitution in this respect, and if we want to make changes we don't need approval from London or the Fulton-Favreau Formula. We can tackle at our level the task that was undertaken by the Fathers of Confederation, in a spirit of 1966 — or 1967 — that takes into account new realities, the experience gained over a century, and our traditional devotion to the case of human rights.

Today our movement reflects the imperfections and the miseries of Confederation. It is so much in the wake of that pact concluded in 1867 between representatives of the grand bourgeoisie, at a time when workers didn't exist as an organized class, that it is itself in danger of being dismembered and swept away by the constitutional crisis.

At best, if it does survive that crisis intact, our members will have invested a considerable amount of energy in a struggle between national bourgeoisies, on a battleground chosen by them and where the dust of combat blinds them as to their true interests and on their condition of being exploited in both languages.

In effect, the trade union situation in Canada is not lacking in analogies with the constitutional situation. In Quebec we have the Confederation of National Trade Unions, which is in a way the trade union prefiguration of the separate State. The French Maclean's was able to evoke, with regard to relations between the QFL and the Canadian Labour Congress, the thesis of the Associated States of made unionism, which is a form of mitigated separatism for the pacifists. The CLC is, in the image of the central government, superficially bilingual but not genuinely bicultural. All the provincial Federations, with the exception of Quebec's, are unilingual and unicultural.

The QFL has just as laborious and frustrating relations with the CLC as Quebec has with Ottawa. This brings joy to the CNTU, in the first instance, just as it pleases the separatists, in the second instance, and it is leading the QFL, to aspire, like la belle province, to a special status. CNTU representatives exploit our problems and the wave of nationalism for purposes of trade union expansion. The separatists, for their part, regard that labour movement as the Trojan Horse that will enable them to take over the working class once they have managed, with the unwitting but efficient help of their CLC enemies, to get rid of the QFL.

You can see why I chose to approach the Canadian constitutional problem from the angle of trade unionism, which I believe holds the solution to the Canadian crisis and can, by failing to apply it, precipitate the outcome by delivering the Quebec working class to separatism in a bus named CNTU. For if we, who have essentially the same interests, fail in putting everything we have at work in order to maintain the unity that gives us our strength and is our reason for existing, how can we reasonably expect more from all those who are competing furiously in the pursuit of markets, of profits, of votes, and who at all events are tacitly agreed on the benefits they can derive from the course of divide and conquer?

I believe it is still possible for Canadian workers to agree with Quebec workers on devising a new deal that will be a fair deal to all. But time is running out. Up to now, Quebec trade unionism has resisted the siren call of separatism.

The QFL, the CNTU and the Catholic Farmers Union are still in a position to align a common front against the thesis of Quebec independence, but that opposition is not without inward discord, except perhaps as regards the farmers union, whose members seem much more taken up with material problems than the

industrial workers are. As far as the CNTU is concerned, it frequently uses nationalism in membership recruiting, and therefore runs the risk of soon finding itself in tow of the new clientele it has acquired from the middle class: people of the liberal professions, intellectual workers, civil servants, and so on, all of them more or less representative of a minor bourgeoisie for whom cultural values are intimately linked with economic and social advancement. Furthermore, the students have established a trade union central called the General Union of Students of Quebec. It has broken all ties with the Canadian student movement and has an official policy of unilingualism and strong separatist tendencies.

The big business bourgeoisie, which has ties with your own anglophone management, appears devoted to a constitutional evolution safeguarding the essentials of federalism, as evidenced by a work cooperated in by its official spokesman, Mr. Marcel Faribault, and Mr. Robert Fowler.

As for the minor bourgeoisie, business as well as intellectual, it seems to have a penchant for separatism, if not as an ultimate solution to the constitutional crisis, at least as a wedge to improve its own living standard and social status. It tends to inversely repeat the Anglo-Saxon experience of family compacts and secret societies for professional advancement. It aims definitely at supplanting the privileged anglophones by using the wedge of nationalism, the threat of separatism, the buy-at-home and ethnic protectionism. It has already begun to cash in on the Quebec nationalist awakening, whose benefits it shares with the journalists and the radio and television people.

At the political level, you have first the Lesage Government, about which you may have heard that ministerial solidarity isn't its strong point. It is a ministerial team that just about runs the whole gamut of constitutional options from René Lévesque's « separatism-if-necessary » and the routine federalism of Bona Arseneault, probably unknown to you — to the spectacular acrobatics of Jean Lesage.

Facing it you have an exclusively opportunist opposition which, after looking long and hard for the little remaining ground it could occupy, chose to cautiously pass René Lévesque's nationalism and fully exploit the constitutional hesitations of the Lesage Government.

And for the first time, one of the separatist movements, le Rassemblement pour l'indépendance nationale, has decided to contest the provincial elections expected in 1966. It has begun to pick its candidates. The separatists hope at best for a moral victory that would give them a second wind, whereas certain confirmed federalists fear the separatists will be swamped and give the rest of the country the impression that the constitutional sickness has vanished with its most visible symptom.

It is in the atmosphere, not a particularly propitious one for pondering and discussing socio-economic problems, that Quebec prepares to set its course for the next four or five years. It is to be feared that electoral auctioneering on the

attitude to be adopted towards Ottawa will prompt further stiffening of Quebec's constitutional stands. The result could be a relegation downward of those matters which are of vital interest to the working classes that we represent. There you have the reason why the QFL proposes to call without delay a meeting of representative groups in our province: the CNTU, the Catholic Teachers, and others. The aim will be to draft a common program for economic and social reform, which we will try to bring to the attention of the public and political men, outside the constitutional debate.

However, there isn't even any assurance that we will be able to successfully bring about this project to the benefit of the working classes and the economically weak in Quebec.

As I have indicated, Quebec trade unionism itself is turning increasingly away from its primary vocation of defending the exploited, to espouse the cause of a minor bourgeoisie seeking individual advancement. We have reached the point where something has to happen outside Quebec — in Ontario for example — to stop the nationalistic escalation in our province, so that with our budget of limited energy we can have butter passed out to meet human needs rather than have to supply shells for the guns of the constitutional war.

That is the message I wanted to leave with you as a trade unionist speaking to trade unionists. If you don't want to find yourselves one day standing opposed to your working counterparts in Quebec, you must assume your share of responsibility in resolving the constitutional crisis. And you must start, as is only fitting, within our common trade union structures.

Still, I should not want to leave this rostrum you so generously offered me without making two observations which, I trust, will be taken in good part.

First of all, I am not in accord with the title you have given to this panel discussion: « Canada, One Nation or Ten... » I don't intend to enter here a semantic debate on the French and English definitions of the word « nation ». But I will tell you that we use the word in the same sense as you use the word « race » when you speak of « two founding races », and that we prefer it to the word « race », which we like to apply only to the human race.

Now that I have said that much, let me add that we do not believe, at least at the QFL, that each nation — within our meaning of the word — must have its own national State complete with all the attributes of national sovereignty. That is why we consider that Canada has but two nations recognized by the constitution; and eleven States, a central State and ten provincial States which constitute Confederation.